

Les femmes de la finance esquissent le monde d'après

Impossible de mesurer l'étendue et la profondeur de la crise que va continuer de traverser la planète pendant les prochains mois, voire les prochaines années. Pourtant, beaucoup ont profité de cette période pour interroger le fonctionnement de notre société. Les propositions ont fusé, y compris dans le domaine de la finance. Mais qu'en pensent les premières intéressées ? Nous leur avons donné la parole.

PAR SYBILLE VIÉ

Il aura fallu en passer par là. Alors que la planète se confinait peu à peu pour tenter d'endiguer la propagation du Covid-19, les appels à transformer notre modèle se multipliaient. « *Pas de retour à l'anormal* » scandaient les uns, « *Inventons le monde d'après* », rêvaient les autres. Et chacun d'appeler de ses vœux un monde plus juste, plus social ou plus éthique. C'est dans ce bouillonnement d'idées que nous avons proposé à des femmes exerçant dans la finance au sens le plus large du terme de nous livrer leurs visions de la société et des bouleversements induits par la crise sanitaire et

La crise peut et doit concourir à accélérer la transformation du modèle français

économique. Surtout, elles ont partagé leurs convictions quant aux mesures nécessaires pour que ce fameux monde d'après puisse émerger. À les écouter, il n'y aura pas de fracture, pas de rupture nette entre hier et demain. Est-ce à dire que rien ne changera ? Faut-il y voir une sorte de pessimisme, de déterminisme accablant ? Loin de là ! Pour nos interviewées, qu'elles soient gérante d'actifs, gestionnaire de patrimoine ou membre d'une institution nationale, la réflexion et la remise en question qu'a suscitée la crise peut et doit concourir à accélérer la transformation du modèle fran-

çais. Sans forcément faire table rase du passé, des évolutions aux effets rapides sont possibles. Transcendant les idées politiques et les sensibilités de chacune, ce sont l'éthique, la transparence, le climat ou encore la solidarité qui sont mis en avant. Et, derrière les grands mots, Virginie Chapron-du Jeu (CDC), Géraldine Métifeux (Alter Egale), Aude Plus-Vallard (Aramis Finance) et Alice Lhabouz (Trecento AM) ont avancé des solutions concrètes qui pourraient être mises en œuvre à différentes échelles. Les petits ruisseaux font les grandes rivières.

“Moi, présidente de la République...”

C'est bien connu, demain se prépare aujourd'hui. Encore faut-il savoir quelle mesure serait la plus à même d'amener ou d'accélérer une véritable évolution sociétale. Voici les réponses de quatre femmes qui ont accepté de se glisser dans le costume présidentiel et de répondre à cette question : si vous étiez élue présidente de la République, quelle serait votre première décision pour préparer le monde de demain ?



Alice Lhabouz, présidente,

Trecento Asset Management

En tant que présidente, ma première décision favoriserait l'investissement dans des secteurs ou des technologies responsables, durables et qui puissent en même temps créer des emplois : concrètement, nous pourrions inclure davantage de contraintes environnementales dans le cahier des charges et la sélection des prestataires lors d'appels d'offres publics, quitte à ce que cela engendre un surcoût initial. C'est notamment l'objectif à l'initiative de la « Convention citoyenne pour le climat » qui propose que les clauses environnementales dans les marchés publics soient renforcées d'ici 2030. D'autre part, pour réduire drastiquement les émissions de GES à l'échelle nationale, l'éducation constitue un axe de développement central : informer, éduquer, mettre davantage l'écologie au-devant dans les programmes scolaires qui permettront à la future génération de poursuivre les efforts que nous nous devons d'entreprendre aujourd'hui.



Géraldine de Métifeux, associée fondatrice,

Alter Egale

Je recentrerais les ressources de l'État dans la santé, l'éducation, la justice et la défense des plus précaires et je ferais de la lutte contre les inégalités une priorité en adoptant un meilleur partage des richesses. Il faudrait notamment assurer à tous un accès effectif à la société de loisirs, rendre le travail plus flexible sans le précariser.



Virginie Chapron-du Jeu, directrice des finances,

groupe Caisse des dépôts et présidente de Novethic

Pour l'essentiel, je m'efforcerais de répondre aux enjeux de façon concrète et efficace, et au plus près des territoires. Je m'orienterais tout naturellement vers les secteurs qui consomment le moins de gaz à effet de serre et les plus créateurs d'emplois, et donc vers le secteur du bâtiment. Combattre les passoires thermiques est une priorité, le tout en faisant appel à une mobilisation massive. C'est une mesure très concrète, proche des territoires, utile aux citoyens et porteuse de croissance. C'est pourquoi le groupe Caisse des Dépôts va mobiliser plus de 14 milliards d'euros sur quatre ans pour la rénovation des bâtiments publics et privés.

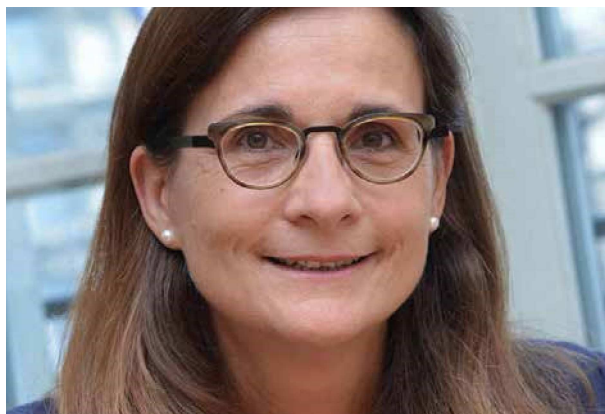


Aude Plus-Valard, associée fondatrice,

Aramis Finance

De façon incontournable, étant sous la cinquième République, ma première décision serait de nommer un Premier ministre. Les chantiers prioritaires sont les réflexions liées à l'organisation de la société, au rapport des citoyens entre eux, à la modernisation de l'économie et à l'évolution de nos institutions et les relations internationales.

“ Mettons un terme aux 5 à 7 millions de passoires thermiques ”



Entretien avec Virginie Chapron-du Jeu, directrice des finances, groupe Caisse des dépôts. Présidente, Novethic

Virginie Chapron-du Jeu est la directrice des finances du groupe Caisse des dépôts et la présidente de Novethic. Très impliquée sur les enjeux autour de la transition écologique, elle estime que la crise sanitaire agit comme un révélateur encore plus fort des enjeux sociétaux, et accélérera sans nul doute la transformation de notre société.

DÉCIDEURS. Le plan de relance européen de 750 milliards d'euros a notamment pour ambition d'accélérer la transition écologique. Quelle place les acteurs de la finance peuvent-ils tenir dans cette transformation?

VIRGINIE CHAPRON-DU JEU. Les annonces politiques récentes en France et en Europe convergent vers une relance économique jouant le rôle d'accélérateur de la transition écologique. C'est une occasion unique qui se présente à nous pour construire une économie plus résiliente. Les acteurs de la finance ont un rôle essentiel à jouer dans ce schéma à double titre: au travers de la promotion des modèles économiques bas carbone et de leur financement, d'une part, et par le biais de la réduction des investissements néfastes pour le climat et la biodiversité, d'autre part. L'enjeu est donc de pousser les entreprises à transformer leurs modèles de production tout en préservant leur rentabilité.

À la Caisse des dépôts, nous avons la conviction que la transition écologique doit être un axe prioritaire de la relance. Atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 en France implique des investissements supplémentaires estimés à 60 milliards d'euros par an.

Le groupe Caisse des Dépôts prendra sa part dans cet effort. Nos finance-

ments verts seront orientés vers les secteurs peu émetteurs de gaz à effet de serre et des projets favorables à l'environnement et à la biodiversité, et, dans le même temps, créateurs d'emplois. Nous concentrerons nos efforts sur les trois secteurs prioritaires de la lutte contre le dérèglement climatique: logement, transport et énergie. Par ailleurs, nous voulons que tous nos portefeuilles soient neutres en carbone d'ici 2050.

La crise sanitaire pourrait avoir des conséquences importantes sur le marché de l'immobilier professionnel et même résidentiel. Quels changements anticipez-vous?

Nous observons une résilience de l'immobilier résidentiel depuis le début de l'année, même si nous devons rester prudents. Si on observe les crises passées, le marché résidentiel réagit historiquement de manière décalée par rapport à l'activité économique et aux marchés financiers. Même si le

chômage amène un choc de demande, les conditions monétaires vont rester accommodantes et la pierre gardera une certaine aura. Cet environnement devrait permettre de détendre la tension si elle arrive sur le marché immobilier.

Le sujet est plus sensible pour l'immobilier professionnel, traditionnellement plus exposé aux variations du cycle économique. Je pense notamment aux secteurs du tourisme et du commerce.

Concernant les bureaux, nous avons vu que la crise sanitaire a modifié les usages à travers le télétravail. Post-crise, ce segment pourrait connaître une accélération structurelle. Cependant du point de vue de l'investisseur dans l'environnement de taux très bas, ces actifs continuent à offrir un rendement relatif attractif.

Nous anticipons également la prise en compte toujours plus importante des critères énergétiques. La rénovation énergétique des bâtiments est un enjeu clé puisque plus de 19 % des émissions de gaz à effet de serre proviennent des logements. Il faut mettre un terme aux 5 à 7 millions de « passoires thermiques », et rénover près de 20 millions de foyers.

Quel sera le rôle des métiers de la finance dans la conduite des changements sociétaux?

Leur rôle sera fondamental. Nous voyons déjà l'impact des investissements socialement responsables, choisis selon des critères dépassant

« Nous poussons les entreprises à transformer leurs modèles de production tout en préservant leur rentabilité »

le simple cadre de la rentabilité économique. Ces choix ont permis de changer la donne sur de nombreux sujets: santé publique, droits de l'homme, gouvernance, lutte contre le dérèglement climatique... Aujourd'hui, la crise sanitaire me semble agir comme un révélateur encore plus fort des enjeux sociétaux. Il faut faire attention à appréhender ces sujets dans leur globalité et pouvoir piloter les financements des investisseurs institutionnels dans la bonne direction.

PROPOS RECUEILLIS PAR ÉMILIE ZANA ET AURÉLIEN FLORIN

« Il est urgent d'adopter une nouvelle définition du partage des richesses »



Entretien avec
Géraldine Métifeux,
fondatrice associée,
Alter Égale

Spécialiste de la gestion de patrimoine, Géraldine Métifeux ne croit pas à l'avènement d'un monde nouveau post-Covid. Pourtant, l'associée fondatrice d'Alter Égale est convaincue que sa profession a un rôle de premier plan à jouer dans l'évolution de la société avec, en ligne de mire, la réduction des inégalités.

DÉCIDEURS. Quels changements sociaux et politiques la crise pourrait-elle induire ? Croyez-vous au « monde d'après » ?

GÉRALDINE MÉTIFEUX. Je ne crois pas en un « monde d'après » plus vertueux et moins égoïste. D'ailleurs, nous sommes déjà dans ce supposé « monde d'après » et peu de choses ont changé. Ce qui est certain c'est que depuis plusieurs années, le populisme n'a cessé de se développer – les Gilets jaunes, le Mouvement 5 étoiles en Italie, les élections de Donald Trump ou de Jair Bolsonaro en sont la preuve – et que les classes moyennes sont en voie de disparition. La crise va accentuer ces phénomènes. Si rien n'est fait pour les endiguer, l'écart entre le niveau de vie des plus aisés et des plus modestes deviendra invivable. Le contrat social ne peut pas fonctionner ainsi. Il est urgent d'adopter une nouvelle définition du partage des richesses. Cela peut passer par le développement de l'épargne salariale ou par un plafonnement raisonnable des distributions de dividendes par exemple, mais certainement pas par une augmentation de l'impôt qui serait contre-productive.

Généralisation du télétravail, volonté de s'éloigner des centres-villes, projets de réduire la taille des bureaux... Le confinement a fait naître de nouvelles aspirations en matière d'immobilier. Ces nouveaux besoins vont-ils donner lieu à des changements structurels ?

Je ne suis pas certaine que la crise rebatte vraiment les cartes en matière immobilière. Nous manquons de recul pour mesurer son impact sur le marché. En tout cas, il faut distinguer selon le type d'immobilier. Le tourisme d'affaires est sinistré et

qui est des bureaux et des commerces, la crise pourrait avoir de vraies conséquences notamment si le rendement des entreprises s'affaïsse. Elles ne pourront alors plus payer des loyers aussi élevés et les baux devront être revus. Le télétravail, même s'il se généralise de manière pérenne, ne devrait pas avoir de conséquence sur la taille des bureaux. Si une nouvelle vague épidémique venait à arriver, les entreprises auraient besoin de plus d'espace pour appliquer les règles de distanciation sociale. Enfin, pour l'immobilier d'habitation, les prix n'ont quasiment pas baissé depuis la crise, une légère hausse étant même constatée. Paris et les métropoles vont conserver leur statut de valeurs sûres même si les citadins disent vouloir les quitter. Je ne crois pas à la thèse d'un exode urbain à moyen terme. Un chômage de masse couplé à une remontée des taux auraient un impact drastique sur les capacités d'investissement des ménages et donc sur les prix de l'immobilier d'habitation.

Quel sera le rôle des métiers de la gestion de patrimoine et de la gestion d'actifs dans le contexte post-crise ?

Contrairement aux précédentes crises, celle que nous vivons aujourd'hui n'est pas financière. C'est un point d'importance : les gens n'ont pas exprimé d'animosité ou de méfiance à l'égard du secteur financier. Dans ce contexte, en tant que conseil, nous aurons indéniablement un rôle à jouer, qu'il s'agisse de verdir les portefeuilles de nos clients, de développer la

« Nous sommes déjà dans ce supposé « monde d'après » et peu de choses ont changé »

cela pourrait durer puisqu'il n'est pas certain que les gens aient envie de se réunir en grand nombre alors même que le virus continue de circuler. En revanche, le secteur du tourisme s'en sortira mieux car les Français vont passer leurs vacances sur le territoire national. Le secteur du luxe sera quant à lui durablement sinistré si les frontières ne sont pas réouvertes. Pour ce

prévoyance ou d'inciter les chefs d'entreprise à un meilleur partage des richesses au sein de leur groupe. D'une manière générale, la crise a révélé que nous avons différents angles morts dans la protection du patrimoine de nos clients, qu'il soit financier ou pas, personnel ou professionnel. Nous allons travailler ensemble à combler ces lacunes.

PROPOS RECUEILLIS PAR SYBILLE VIÉ

« La finance verte sera un levier pour faire évoluer notre société »



**Entretien avec
Aude Plus-Valard,**
associé fondateur,
Aramis Finance

Aude Plus-Valard, associé fondateur chez Aramis Finance se projette sur le monde d'après. Pour elle, la finance verte sera l'un des moteurs essentiels de la transformation de notre société.

DÉCIDEURS. La finance verte sera-t-elle un moteur de transformation de notre société ? Que peut-elle apporter ? Quelle place va-t-elle prendre ?

AUDE PLUS-VALARD. À mon sens, il faut partir d'un constat, la dégradation de l'environnement. Dans ce cadre, différents enjeux s'imposent à nous : le changement climatique, l'épuisement des ressources, la dégradation de l'écosystème et les atteintes à la santé humaine. Nous allons devoir y apporter des réponses ciblées. La solution transversale à tous ces enjeux est sans aucun doute la finance verte qui sera un levier pour faire évoluer notre société et orienter les capitaux vers une économie durable. Pour ce faire, nous disposerons d'un socle légal et de mesures spécifiques pour appuyer nos axes de réflexion. L'intégration des critères extra-financiers sera systématique dans la structuration des réponses apportées. Finalement, l'ensemble des projets sociétaux vont nourrir la vision d'une finance verte qui posera les fondations d'un système plus solidaire et éthique, et ainsi plus viable à long terme. La finance verte fait partie intégrante de toutes les réflexions menées à l'occasion de projets financiers. Qu'importe leur niveau, sa place sera centrale.

Accélération du télétravail, besoin d'espace, fuite des transports en commun... Comment se dessine l'avenir de l'immobilier ?

Le télétravail aura un impact sur le marché de l'immobilier. Des études récentes indiquent que le télétravail pourrait vider, à l'horizon 2030, 11 millions de mètres carrés de bureaux. C'est l'équivalent de 20 % du parc immobilier en Île-de-France. En réalité, si nous prenons en compte l'impact de « déden-

sification » qui va se produire dans la réorganisation des postes de travail, cela compensera à hauteur de 80 % l'impact du télétravail. À court terme, ce n'est pas tant le travail à domicile qui aura un impact sur l'occupation des locaux mais les conséquences de la crise sanitaire et économique qui seront délétères sur le marché de bureau de par la destruction d'emplois. Dans un délai beaucoup plus court, d'ici à la fin 2021, il pourrait y

avoir 1,3 million de mètres carrés vacants liés aux suppressions d'emplois. La conséquence directe sur le marché de l'immobilier sera une augmentation du taux de vacance entre 12 % et 15 %. Nous pouvons ainsi estimer que les valeurs locatives ne seront pas réévaluées d'ici 2024. Le phénomène de vacance renforcera le phénomène de *primo prime* avec une accélération de l'obsolescence de certains immeubles. Cela impliquera un phénomène clivant d'immeubles extrêmement recherchés et d'autres complètement dégradés. *In fine*, la valeur vénale des biens sera impactée.

Quel sera le rôle des métiers de la gestion de patrimoine et de la gestion d'actifs dans ces changements ?

Finalement, je considère que les gestionnaires de patrimoine et d'actifs devront tenir un rôle pédagogique et psychologique auprès des clients et des épargnants. L'ensemble du corps législatif et réglementaire d'une part et des produits d'autre part, devra être décortiqué par les professionnels sur le plan de la structuration. Nous aurons un rôle important dans l'exégèse du monde d'avant et d'après. En définitive, les secteurs économiques seront complètement différents. Le gestionnaire de patrimoine devra remettre

« Les valeurs locatives ne seront pas réévaluées d'ici 2024 »

au cœur de la relation le conseil dans sa globalité. Aujourd'hui, le contexte financier et sociétal est en pleine mutation.

Cela constituera un vrai choc pour le client, notre devoir sera de le guider dans ces changements. Nous en revenons à cette dimension, qui m'est très chère, du rôle du conseil en gestion de patrimoine assimilable à celui d'un médecin de famille.

PROPOS RECUEILLIS PAR CHLOÉ BUEWAERT

“ Le repli sur soi n'est pas la solution au problème du climat ”



Entretien avec
Alice Lhabouz,
présidente,
Trecento Asset Management

Malgré les impacts négatifs de la crise sanitaire, Alice Lhabouz, présidente de Trecento Asset Management, pense que l'épidémie du Covid-19 représente une opportunité d'inclure des objectifs environnementaux et climatiques dans les différents programmes de relance, plus ambitieux qu'auparavant.

DÉCIDEURS. Quel sera le rôle des métiers de la gestion de patrimoine et de la gestion d'actifs dans ces changements ?

ALICE LHABOUZ. L'industrie de la gestion d'actifs a accéléré depuis déjà quelques années les flux d'investissement vers des secteurs et des thèmes responsables, durables et en lien avec l'urgence au regard du réchauffement climatique. En 2012, environ 13,2 trillions de dollars d'actifs étaient gérés selon une stratégie avec une prise en compte des facteurs ESG dans le processus de sélection des investissements, soit près de 22 % des actifs sous gestion totaux. En 2018, le montant s'élevait à 30,7 trillions de dollars (41 % des actifs sous gestion), soit une progression d'environ 130 %. Il faut poursuivre dans ce sens en améliorant les pratiques et en impliquant collectivement et simultanément l'écosystème financier et l'ensemble des parties prenantes. Plus que jamais, une coordination des investisseurs en matière de stratégie d'investissement durable et/ou d'impact, d'engagement actionnarial, ainsi qu'une homogénéisation des méthodologies de reporting/notation ESG sont nécessaires et permettraient aux émetteurs de mieux percevoir les éléments clés en

matière de performance ESG. Ainsi, plus de 340 investisseurs gérants 34 trillions de dollars d'actifs se sont engagés à pousser les plus grandes sociétés émettrices de gaz à effet de serre (GES) à reporter leurs données environnementales selon les *guidelines* TCFD (Task Force on Climate-related Financial Disclosures).

« Une homogénéisation des méthodologies de reporting et de la notation ESG est nécessaire »

La finance verte sera-t-elle un moteur de transformation de notre société ?

Nous assistons effectivement à une explosion des produits financiers « verts » (fonds actions labellisés, obligations vertes ou climat) destinés à financer des projets favorisant l'accélération de la transition énergétique et la lutte contre le réchauffement climatique. L'une des priorités dans ce combat est de réduire l'impact carbone de nos économies pour tenter de contenir l'augmentation de la température en dessous de 2°C

et atteindre l'objectif de zéro émission nette entre 2050 et 2100 (Accords de Paris de 2015). Cela passe notamment par des investissements en faveur d'une économie circulaire et bas carbone, incluant par exemple l'électrification croissante des usages (mobilité, transports en commun), la rénovation des bâtiments, l'installation d'infrastructures de production d'énergies renouvelables, la reforestation, la décarbonisation des industries très émettrices de gaz à effet de serre (GES).

La démondialisation est-elle la voie à suivre ?

Le repli sur soi n'est pas la solution au problème du climat, au contraire. Si la mondialisation a probablement accéléré l'activité industrielle et plus globalement des hommes, c'est surtout le manque de coordination et de coopération à l'échelle internationale qui pénalise ce combat d'intérêt général. Les Accords de Paris, signés par 195 pays en 2015, en sont une parfaite illustration : comment peut-on parvenir aux objectifs souhaités lorsque les États-Unis, en tant que deuxième pays du globe le plus émetteur de gaz à effet de serre et représentant quasiment un

cinquième de ceux-ci, se retirent du traité à l'initiative du président Donald Trump en 2017 ? Pourquoi doit-il y avoir un partage de coûts inéquitable lorsque l'objectif poursuivi est le même pour tous ?

Pour autant, il ne faut pas non plus attendre un départ parfaitement coordonné de la part de tous les pays. Dans chaque vague, qu'elle soit technologique, sociétale, environnementale ou autre, des acteurs leaders montrent la voie et entraînent les autres.

PROPOS RECUEILLIS PAR AURÉLIE FLORIN